

Le MRP vous parle!

Nouvelle série septembre 1983 N° 8

ISSN 0753 - 8707

BULLETIN DE LIAISON DE L'AMICALE DU M.R.P. — 21, rue Saint-Augustin PARIS 2e — Téléphone : 296-02-20

Prix : 5 F.

LA FRANCE BRISEE

Les faits sont là ! Le régime politique français tel qu'il est pratiqué — depuis longtemps déjà — en est venu à entretenir une guerre sans merci entre deux camps retranchés, dont, à des degrés divers, l'intolérance est la règle.

Si le système a jusqu'alors assuré au pouvoir la durée, il a aussi approfondi une cassure devenue quasi insurmontable au sein d'un même peuple. Faudrait-il donc payer la stabilité gouvernementale au prix de l'unité nationale ? Telle est la très sérieuse question que pose la contexte politique français.

L'oeil fixé sur les prochaines élections, sans cesse considérées comme le troisième tour des précédentes, chaque camp croit devoir faire monter contre l'autre des assauts de sectarisme, de dénigrement, voire d'invective sinon de haine. A la méthode du débat, qui est d'essence démocratique, se substitue le plus souvent — hommage du vice à la vertu — la pratique pré-totalitaire du double monologue de sourds sanctionné, sans effort excessif de coopération, par tranchant autoritaire du plus fort.

C'est entre ces factions ennemies — et elles seules — que, périodiquement, les citoyens, quoiqu'ils pensent de l'intransigeance des belligérants, sont sommés de faire un choix, au risque de voir ensuite abusivement interpréter le sens de leur vote avec toutes les dérives que ces déformations permettent.

Ainsi ne cesse de se durcir la fracture nationale qu'aucun changement de majorité ne parait devoir résoudre et que les porte-parole des deux blocs, dressés les uns contre les autres, entretiennent dans un état de permanent règlement de comptes.

Sortirons-nous jamais de ce climat malsain ? Sinon, jusqu'où nous conduira-t-il ? Jusqu'à ce paroxysme que décrivait Flaubert à Georges Sand, le 10 Juin

1871 au lendemain de la Commune, lorsqu'il observait « qu'une moitié de la population a envie d'étrangler l'autre, qui lui porte le même intérêt » ? A Dieu ne plaise !

Mais quand sont, à tout instant, exacerbés les clivages bipolaires au point qu'aucun problème n'échappe plus à cette manie promue au rang de règle du jeu, et quand des représentants d'un peuple indivis entendent ne s'intéresser qu'à l'une de ses moitiés, c'est sur une pente qui glisse irrésistiblement vers un enfer implacable que le pays est entraîné.

Ne se pourrait-il pas cependant que la montée même de ces excès ne provoque, dans la profondeur du tissu national, de singuliers réflexes de rejet ?

Si, parce qu'il refuse de se couler dans le carcan manichéen, le Français moyen en venait à se sentir discriminé et comme étranger dans son propre pays, ce n'est pas seulement la démocratie qui serait traitée comme une coquille vide bonne à être alternativement utilisée au nom d'une moitié du peuple contre l'autre, c'est la liberté elle-même qui, bafouée, pourrait être tentée d'emprunter tant de voies contestables qu'on ne pourrait pas ne pas l'entendre.

Que, déjà, on observe avec attention les multiples phénomènes de découragement, de résistance passive, d'exode vers l'étranger non plus seulement des cerveaux mais des activités et, sur un plan plus grave encore, les rapides progrès de l'incivisme en tous domaines et les ressources inventives que met en oeuvre, devant des autorités débordées, un nombre grandissant de gens de toutes classes pour tirer leur épingle du jeu, par toutes les variétés de fraudes ou de passe-droits, par toutes les formes d'auto-défense, par le mépris sans cesse plus ostensible des prescriptions légales et des décisions de justice !

Qu'on considère la montagne de plus en plus haute des lois et règlements inapplicables et les imprévisibles conséquences d'une législation le plus souvent à vocation quinquennale dont — faute d'un assez large consensus de la nation pour laquelle elle est faite — la remise en cause à chaque changement de majorité est déjà une réalité !

Qu'on réfléchisse aux effets pervers des situations de non-droit qui tendent à se substituer à l'état de droit républicain !

Ainsi peut-on prendre la mesure d'une conjoncture susceptible de devenir ou explosive ou inextricable si l'Etat cessait d'être le garant de l'unité d'un même peuple.

Certes, nos divisions résultent de facteurs complexes. Si les uns sont le produit du sol gaulois, du cadre historique ou du système éducatif et, par conséquent, peu justiciables d'un redressement rapide; d'autres, en revanche, qui agissent comme de véritables accélérateurs de particules capables de porter la discorde au delà des violences verbales, sont sans doute plus immédiatement maîtrisables.

Tel peut être le cas d'une analyse objective des effets engendrés par la généralisation du scrutin majoritaire et de ses rapports avec l'exaspération des antagonismes.

Tel peut être aussi le cas d'un recentrage vers plus de relativité d'idéologies dont l'absolu s'accorde si mal avec les contingences de tous ordres auxquelles elles ne peuvent être imposées de force.

Tel est encore le cas de la nécessité de prendre une plus exacte mesure du thème — déjà bien défraîchi — de la lutte des classes, dont on a voulu faire

(Suite page 2)

(suite de la page 1)

un dogme aux fins totalitaires à peine déguisées; dogme par lequel, négligeant le fait que les divergences d'intérêt opposent entre elles non seulement les diverses catégories sociales mais leurs sous-catégories et jusqu'aux personnes elles-mêmes au sein d'un même groupe, on entend systématiquement dresser les uns contre les autres, et en toute matière, les individus obligatoirement classés en deux catégories seulement.

S'il est, en tout cas, une entreprise à laquelle les démocrates d'inspiration chrétienne ne se résigneront jamais, c'est de transformer en son contraire l'idéal de fraternité qui est le leur et qui ne saurait, sans contradiction, être emprisonné dans le bastion d'un camp hors duquel il n'y aurait qu'ennemis.

* * *

DESINFORMATION

Comment se fait-il que dans les salles de lecture d'un grand nombre d'établissements d'enseignement supérieur public on ne trouve en lecture que «l'Humanité» «Le Matin de Paris», «Libération», «Le Monde», «Le Nouvel Observateur», et jamais le «Figaro», «Le Quotidien de Paris» ou «L'Express» ?

Ces dernières publications ne sont-elles jamais demandées par les lecteurs ou sont-elles interdites par le Pouvoir, comme en Russie ? Voilà une question qui doit inquiéter les partisans de la liberté de la presse et de la liberté tout court.

Elle peut justifier une récente déclaration de M. Alain Peyrefitte, selon laquelle les dangers qui pèsent en France sur l'information sont plus graves que ceux qui pèsent sur l'économie.

EXTRAIT DE LA DELIBERATION DE BUREAU DU 28 JUILLET 1983.

*

Certains destinataires du «M.R.P. vous parle» ont émis le souhait de recevoir ce bulletin sans adhérer à l'amicale du M.R.P.

L'inverse pourrait aussi se produire.

En conséquence, le Bureau a décidé de séparer la cotisation à l'amicale du M.R.P. de l'abonnement au «M.R.P. vous parle».

La cotisation annuelle à l'amicale a été fixée à 40 francs et l'abonnement au «M.R.P. vous parle» à 20 francs.

LOUIS SIEFRIDT

Nous apprenons avec grand regret le décès de Louis SIEFRIDT. Dans notre précédent numéro, nous avons publié un extrait d'une lettre qu'il nous avait adressée et qui était bien conforme au caractère de notre ami.

Nous ne savions pas qu'elle était son dernier message.

Il désapprouvait «les jugements grognons sur la descendance du M.R.P.» et il invitait les anciens qui s'en réclamaient à «rester fidèles à l'esprit du M.R.P. en travaillant avec son successeur le C.D.S. et en y faisant triompher cet esprit».

Puis il s'écriait : «les jeunes Président et Secrétaire Général du C.D.S. sont pleins d'enthousiasme; que les vieux ne perdent pas le leur ! Et il terminait par cette formule joyeuse : «et je signe : Louis SIEFRIDT, 90 ans !»

Cet enthousiasme ne l'a jamais quitté à aucune étape de sa carrière. Nous en rappelons quelques unes.

Né le 27 février 1893 au Havre, il a été conseiller Municipal et Maire de Sanvic de 1945 à 1956, avant le rattachement de cette commune au Havre.

Conseiller Général de Seine Maritime de 1946 à 1951, il a été député M.R.P. de ce département de 1946 à 1956.

Il a été d'autre part l'un des fondateurs du quotidien départemental «Le Havre Libre», dont il était resté membre du Conseil d'Administration et où il publiait encore des articles, ainsi que dans le Quotidien «La Marnie Libre» : nous avons reproduit l'un de ceux-ci dans notre précédent numéro.

Ainsi, par avance, lui avions nous rendu hommage.

«Le M.R.P. vous parle»

A NOS LECTEURS

Si nous souhaitons que nos idées ne meurent pas, nous devons tous les défendre.

Pour cela ce bulletin doit être diffusé aussi largement que possible, non seulement aux anciens militants et sympathisants du M.R.P., mais à ceux et celles qui, aujourd'hui, sont disposés à nous entendre.

C'est pourquoi, en rappelant le passé, nous jugeons aussi le présent à la lumière des principes qui nous ont guidés.

Plusieurs de nos lecteurs nous ont déjà adressé des listes de destinataires, à qui nous avons fait parvenir le bulletin.

Nous les en remercions et espérons que nombreux seront ceux qui feront de même.

UN AMI NOUS A QUITTES

Tous les anciens du Rhône sont en deuil.

Emile LAURENT, familièrement appelé «Milou», nous a quittés et nous pleurons un ami.

De 1945 à 1960, il fut notre permanent et le plus proche collaborateur de nos parlementaires Maurice GUERIN, Joannès CHARPIN, et Jean VILLARD.

Cheville ouvrière de notre fédération, il était l'âme rayonnante de notre Mouvement. Calme et réfléchi, toujours de bon conseil, il s'avait communiquer aux autres la flamme qui l'habitait.

Il n'a jamais brigué de mandat, mais dans l'ombre de nos députés et sénateurs il accomplissait un travail efficace.

Après 1960, il conserva jusqu'à maintenant un rôle d'assistant politique auprès de Pierre-Bernard COUSTE, député du Rhône, qu'il aida à acquérir la place qu'il occupe aujourd'hui à Lyon.

A sa femme, à ses nombreux enfants, nous adressons toute notre affectueuse sympathie.

Léonard BROSSY
Correspondant des anciens M.R.P.
du Rhône

AMIS DÉCÉDÉS



Madeleine DELAHAYE (Choisy-le-Roi)
Pierre GRAVEND (Boulogne-sur-Seine)
Emile LAURENT (Lyon)
Louis PICHON (Lyon)
Louis SIEFRIDT (Le Havre)
Marie-Louise WEBER (Mulhouse)

JEAN-PAUL II

A LOURDES

La presse et la radio-télévision ont abondamment rendu compte de l'événement exceptionnel qu'a été la venue du Pape Jean-Paul II à Lourdes. Chacun sait qu'il devait y venir il y a deux ans, mais que les balles d'un assassin l'en ont empêché. C'est miracle qu'il ait survécu.

Mais André Frossard, dans le Figaro, a souligné un autre miracle. Nous reproduisons ci-dessous ses propos, qui méritent d'être médités.

«Jean-Paul II a parlé de libertés religieuses. Mais personne ne s'y est trompé : son discours sur les libertés religieuses était un discours sur la liberté tout court. A Lourdes, comme en Pologne et comme précédemment en Amérique Centrale, ce Pape aura su saisir avec vigueur et détermination la chance historique offerte à l'Eglise de représenter la liberté et la dignité de l'être humain aux yeux du monde entier, sans que nul ne songe à lui contester cette charge et cette responsabilité. Le fait est inouï si l'on songe à l'espèce d'exil où l'Eglise vivait naguère encore. Elle détient, selon la foi, les paroles de la vie éternelle, mais pour que l'Histoire lui confiât aussi les autres il fallait que survint un événement improbable : que les clés de St Pierre fussent remises à un évêque inopinément prélevé de l'autre côté du rideau de fer, du milieu même de l'empire le plus intolérant de la Terre, bref il fallait ce prodige que fut l'élection d'un Pape Polonais.

Mais quand on regarde les choses depuis Lourdes, on n'en est pas à un miracle près».

PAUL VALERY DISAIT

L'Europe deviendra-t-elle ce qu'elle est en réalité, c'est-à-dire un petit cap du continent asiatique ? Ou bien l'Europe restera-t-elle ce qu'elle paraît, c'est-à-dire la partie précieuse de l'Univers terrestre, la perle de la Terre, le cerveau d'un vaste corps ?

JEAN-PAUL II EST-IL DEVIN ?

Nous avons un Pape courageux, intrépide même, humain et plein d'humour, lettré et sportif. Mais les autorités polonaises considèrent en outre avec inquiétude que sa foi pourrait lui procurer des dons divinatoires. Jugez-en !

Lors de son récent voyage dans son pays natal, les populations lui avaient apporté de nombreux cadeaux, qui devaient transiter par les représentants du Pouvoir ! Certains présents furent écartés du destinataire à son insu. L'un représentait deux mains ouvertes tendues dans un geste de supplication ... et liées aux poignets. L'ayant appris, une paysanne de l'assistance en costume national, à l'ample jupe pourvue de poches, y cacha une lettre dénonçant ces agissements, qu'elle réussit à remettre subrepticement au Pape.

Celui-ci réclama alors ses cadeaux, qu'on fut obligé de lui remettre. Etonnez vous maintenant si Jaruzelski a peur de Jean-Paul II !

COMME C'EST BIZARRE !

Maintenant que l'Angleterre, la France la Hollande et le Portugal ont perdu la quasi-totalité de leurs colonies, dont il ne subsiste que quelques parcelles, quelques îles, généralement situées dans les océans Indien et Pacifique et dans la mer des Caraïbes, les ennemis de l'Occident se déchaînent pour que ces derniers vestiges «se libèrent».

Mais chose étrange, il y a un grand empire «tabou», dont la dislocation n'est pas réclamée. Cet empire s'étend sur une grande partie de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique et a été uniquement constitué par la force. Parfois la pieuvre géante, qui a avalé tous ces territoires, a quelque mal à les digérer : c'est le cas de l'Angola et de l'Afghanistan, où de courageux maquisards mènent la vie dure aux envahisseurs soviétiques. Mais en compensation et pour calmer son appétit, elle vient d'avalier la moitié du Tchad.

Croyez-vous que la libération des peuples qui ont été ainsi subjugués soit réclamée par «l'opinion dite internationale» ?

Pas du tout : son attention est concentrée sur la libération du peuple canaque en Nouvelle-Calédonie.

Comme c'est bizarre !

UNE SURPRENANTE CITATION

Récemment, le R.P. Riquet rapportait une surprenante citation, extraite d'une Histoire de la Pologne. La voici :

«La politique de la Russie est inviolable, déclara l'orateur, ses tactiques peuvent changer, mais l'étoile conductrice de sa politique est fixe : la domination du Monde.

Il ne reste à l'Europe qu'une seule alternative : ou bien la barbarie asiatique, sous la direction moscovite, déferlera sur elle, telle une avalanche, ou elle doit rétablir l'intégrité de la Pologne, plaçant entre elle-même et l'Asie vingt millions de héros».

Puis l'orateur fit adopter la motion suivante : «sans l'indépendance de la Pologne aucune liberté ne pourra être instaurée en Europe».

Ces stupéfiantes paroles sont de Karl Marx : elles sont encore d'actualité et se passent de tout commentaire.

COMME EN POLOGNE

Aujourd'hui l'école unique, c'est-à-dire l'école d'Etat; demain le journal unique, c'est-à-dire le journal d'Etat; après-demain le syndicat unique, c'est-à-dire le syndicat d'Etat et enfin le parti unique, qui est l'Etat lui-même, c'est-à-dire la dictature, comme en Russie, en Pologne et ailleurs.

Voilà, n'est-il pas vrai, un programme fort clair, dont le premier point est en cours de réalisation en France par la destruction déjà entreprise de l'école privée. Le reste viendra ensuite.

D'ailleurs, il y a en France, comme en Pologne, des Jaruzelski et des Rakovski : ils se nomment Fiterman, Ralite et consorts et ils siègent dans les palais nationaux.

Leur objectif est exactement celui défini ci-dessus. Ils attendent et préparent le moment favorable.

Si les Français ne réagissent pas avec vigueur, la France deviendra, comme la Pologne, une «démocratie populaire», c'est-à-dire une dictature moscovite.

Alors il n'y aura plus de place non plus chez nous pour «Solidamosc» et monsieur Krasucki régnera sans partage !

DANS LES MUNICIPALITES COMMUNISTES :

CHAQUE CONTRIBUABLE FINANCE LE P.C.

André-François MERCIER

La conquête de seize municipalités sur le parti communiste dans les villes de plus 30.000 habitants a été un important succès pour l'Opposition. Cette victoire a permis aux nouveaux élus de constater, non sans surprise, comment le parti communiste faisait payer par les contribuables une part considérable des «frais généraux» du P.C.

La Presse(1) s'est fait l'écho des pratiques employées sur une vaste échelle par les responsables communistes et aucun démenti n'a été apporté aux affirmations précises et détaillées qui ont été publiées. Il faut s'étonner surtout qu'il ait fallu l'arrivée de nouvelles équipes municipales pour découvrir de tels agissements alors que les comptes des communes sont, pour la gestion, sous la surveillance des Préfets et que la Cour des Comptes exerce une mission permanente de contrôle des dépenses publiques.

Il ne viendrait à l'idée de personne de reprocher à un Maire d'être entouré d'un état major composé d'amis politiques avec lesquels il travaille en parfaite harmonie. C'est la condition de l'efficacité.

Avec les communistes, on s'aperçoit qu'il s'agit de toute autre chose. C'est l'organisation de la mainmise totale sur les structures communales. C'est aussi la dilapidation au profit du seul P.C. d'une part non négligeable du budget communal.

CONTRADICTIONS

Il y a beaucoup de socialismes.

Tous ne sont pas aussi féroces que le socialisme soviétique.

Mais tous sont contraignants : c'est dans la nature du socialisme.

Chose étrange, bien que «Rousseauiste», c'est-à-dire croyant que l'homme est bon et que c'est la société qui le corrompt, le socialisme ne fait pas confiance à l'homme, il lui impose sous de multiples formes la tutelle et les contraintes de l'Etat.

— D'abord, par un *recrutement abusif de Personnel* :

Chaque municipalité communiste de plus de 30.000 habitants (2) finance en moyenne 80 à 100 permanents recrutés en qualité d'employés municipaux. Bien entendu, ils s'occupent de toutes sortes d'affaires, sauf de celles de la commune. Ils sont propagandistes, vendeurs de l'Humanité-Dimanche, porteurs de pancarte lors des innombrables défilés provoqués à tout propos par les instances du parti ou piquets de grève chez Citroen lorsqu'il s'agit de désorganiser l'industrie française. Environ 6.000 individus sont ainsi payés par les communes.

Il faut y ajouter un effectif de 6 à 8.000 autres personnages, animateurs d'associations et offices municipaux les plus divers (culturels, sportifs, scolaires). Ces gens distillent la bonne parole, souvent avec maladresse, puisque l'audience du P.C. est passée de 22,8% en 1976 à 15,8% en 1982. Il n'empêche que près de 15.000 «permanents» émargent ainsi aux budgets communaux pour des activités qui n'ont rien à voir avec la gestion des communes. Cela représente une masse budgétaire énorme.

— *Autres dépenses abusives* :

— Un parc de près de 400 autocars municipaux permet de transporter en permanence 20.000 militants d'une ville à une autre pour toutes sortes de manifestations de «masse».

— Plus de 4.000 véhicules municipaux sont entretenus, révisés et remplis de carburant à l'usage exclusif des Hommes du Parti.

Le matériel des services municipaux permet la sonorisation et la construction de stands. La mise à disposition pour les congrès du parti de locaux aménagés et le paiement de frais de réception prennent parfois des allures vertigineuses : 3.660.000FrS à Reims en 1981 pour le seul budget communal des «relations publiques».

— Ailleurs, ce sont les «Centres de Vacances» utilisés pour les séminaires et stages de militants, les logements H.L.M. distribués aux membres du parti, les subventions aux associations et Offices

les plus divers. A Reims, en 1981, 51 millions réservés à la Maison de la Culture, au Comité des Fêtes et aux groupements sportifs. Bien entendu, les imprimés, tracts et journaux locaux sont édités et distribués aux frais de la Commune A Rosny, le Maire sortant a laissé une ardoise de 200.000FrS de travaux d'imprimerie.

Nous arrêtons là la liste des abus.

Nous nous limitons à l'énumération des prélèvements strictement municipaux payés par les contribuables locaux. Nous laissons à la Justice le soin de nous éclairer bientôt sur les agissements des promoteurs, bureaux d'études (ceux de Mr. Sentenac) et autres sociétés d'intermédiaires servant d'écran lors des passations de marchés et qui prélèvent, à des taux de 2 à 7%, des commissions au bénéfice du Parti, soit d'après certaines estimations une ponction de l'ordre de 250 millions pour une seule année.

Nous ne parlerons pas non plus du soutien apporté aux «radios libres» (10 millions par an en Seine St Denis, 1 million et demi à St Etienne), ni de la publicité accordée à la presse communiste (même si les tirages sont faibles), ni les stages de formation professionnelle présentés par des organismes communistes largement rétribués. (5 millions pour la Région Parisienne).

Nous constatons seulement quelle dimension considérable a pris, sous les aspects les plus variés, le financement du P.C. par le jeu bien coordonné de l'exploitation des ressources municipales.

Ces pratiques déshonorent ceux qui les emploient car il s'agit d'un détournement organisé des fonds publics.

Nous ne les dénoncerons jamais assez au nom de la plus élémentaire moralité.

(1) Voir la campagne du «Quotidien de Paris», commencée le 12 juillet 1983 et le numéro d'avril 1983 du mensuel «Actuel».

(2) Le P.C. dirigeait jusqu'en mars 1983, 75 villes de plus de 30.000 habitants.

UN TEMOIGNAGE

Nous avons reçu de notre ami Marcel COUVREUR, d'Evreux, une lettre dont nous extrayons les passages suivants, qui complètent admirablement l'article d'André-François MERCIER.

«La Fédération Unie des Auberges de la Jeunesse» (F.U.A.J.), qui est une émanation de la Ligue de l'Enseignement, a été créée en 1934 pour concurrencer d'abord, puis faire disparaître ensuite la «Ligue Française des Auberges de la Jeunesse» (L.F.A.J.) fondée par Marc SANGNIER en 1930. Votre article paru sous le titre «scandale» dans le «M.R.P. vous parle» est tout à fait exact. Je ne sais si vous avez eu connaissance d'une circulaire ministérielle de 1945 ou 46, émanant de Maurice Thorez, alors vice-président du Conseil des Ministres. Elle permettait à 4.000 enseignants d'être mis à la disposition de la Ligue de l'Enseignement et des Oeuvres laïques

qui en dépendent, avec leurs satellites, les «U.F.O.L.», concernant les sports, le cinéma, les bibliothèques de prêt dans les villages, etc ... La France, depuis près de quarante ans, est ainsi «truffée» de militants marxistes, payés avec nos impôts. Si ces enseignants avaient été seulement placés dans la position de «détachement», ils auraient été beaucoup moins nombreux, car les subventions accordées aux oeuvres indiquées ci-dessus n'auraient pu suffire à payer de nombreux salaires.

Lorsque je rentrerai à Evreux dans la seconde quinzaine de Septembre, je vous enverrai la photocopie de documents officiels de la Fédération des Oeuvres Laïques de l'Eure datant de 1959 ou 1960, qui prouvent de façon irréfutable le détournement de fonds publics au profit d'une autre fédération, en Bretagne, afin qu'elle puisse «lutter contre l'école libre».

Dreux

Superbe ! Les «Voleurs de voix», dont nous avons dénoncé les agissements dans notre précédent numéro, commencent à rendre gorge. Et de belle manière. !

A DREUX, la liste socialo-communiste, qui l'avait emporté de 8 voix seulement en mars dernier, par des moyens condamnés par le Conseil d'Etat, vient d'être distancée de : 1.233 voix !

Ce qui donne bon espoir pour les prochaines élections dans les communes de la banlieue parisienne où des manoeuvres frauduleuses ont été commises : Sarcelles, Antony, Aulnay s/Bois, Villepinte, etc ... Dans certaines de ces communes d'anciens militants du M.R.P. sont engagés : nous les connaissons, ils font partie de notre amicale. Tous nos voeux les accompagnent dans ce combat pour réduire l'emprise communiste dans la

région parisienne.

L'union la plus large est légitime pour aboutir à un résultat aussi important. Madame GASPARD, qui conduisait la liste socialo-communiste à DREUX en mars dernier, ne manque pas de cynisme en qualifiant «d'atteinte à la démocratie», l'entrée dans le nouveau Conseil Municipal de DREUX de trois conseillers du Front National, alors qu'elle y avait fait entrer un plus grand nombre de conseillers communistes c'est-à-dire de «poissons-pilotes» de Youri Andropov, tyran et assassin fort notoire de notre époque.

A notre connaissance, Jean-Marie Le Pen n'a jamais tenté de faire assassiner le Pape et il n'a pas davantage fait abattre en plein ciel un avion chargé de passagers innocents.

La politique, aujourd'hui comme au temps où le M.R.P. était au pouvoir, est l'art de choisir entre plusieurs inconvénients et de ne jamais se tromper d'adversaire.

J.C.

AYONS BONNE MEMOIRE

La pitié sélective est une des armes favorites utilisées par les Soviétiques et les Arabes dans la guerre psychologique qu'ils mènent contre leurs adversaires.

Cette arme est particulièrement efficace, car elle trouve des appuis dans la bonne conscience desdits adversaires.

On se souvient des torrents de larmes et des cris d'indignation provoqués il y a un an en Soviétie et dans le Monde Arabe — et bien relayés dans certains milieux occidentaux — par les massacres de SABRA et de CHATILA. On en accusait mensongèrement les Israéliens, alors qu'ils avaient été perpétrés par des Chrétiens en représailles des massacres qu'ils avaient eux-mêmes subis de la part des Musulmans. Mais bien entendu ces massacres-là étaient totalement passés sous silence.

Il en est de même pour les innombrables victimes des luttes entre Chiïtes et Sunnites, ou entre Irakiens et Iraniens.

Dans les mêmes milieux, qui parle encore des centaines de milliers de victimes provoquées en Afghanistan par les envahisseurs soviétiques ou de celles encore plus nombreuses provoquées au Cambodge par les Khmers rouges dirigés par le sieur Pol Pot, qui a fait ses classes au P.C.F. à PARIS quand il était étudiant ?

Toutes ces victimes sont sans intérêt puisqu'elles ne permettent pas d'accuser les Occidentaux.

De même les millions de victimes du bourreau n° 1 : Staline. Elles sont estimées à 15 millions, c'est-à-dire plus que les victimes des deux guerres mondiales en Russie.

Mais ce n'est pas trop cher payé pour la conquête du pouvoir par les tyrans qui ont asservi ce pays. A plus forte raison, que pèsent les 269 victimes du Boeing sud Coréen pour ces mêmes tyrans, dont l'objectif est — ne l'oublions pas — la conquête du Monde ?

DEUX POIDS ET DEUX MESURES

Deux affaires récentes viennent de corroborer celle d'Aulnay sous Bois, que nous avons dénoncée dans notre dernier numéro. Elles démontrent que les lois et règlements ne sont plus les mêmes pour tous.

Dans le cas de l'entreprise Delsey, il y a eu violation flagrante de la liberté du travail, des commandos cégétistes empê-

chant l'entrée dans l'usine de ceux qui voulaient travailler, sous l'oeil complice de la police et quand ces travailleurs sont venus se plaindre à la Mairie, alors la police est intervenue et les a matraqués.

Même attitude des autorités dans l'affaire de «La Chapelle Darblay» où la CGT fait la loi avec la complicité de la police et du préfet. Si on ajoute à cela le

cynisme avec lequel le sieur Laignel, député maire d'Issoudun déclare qu'il refuse d'appliquer une décision de La Cour des Comptes, on conviendra qu'il n'est pas exagéré d'affirmer que maintenant la loi n'est plus la même pour tous en France.

DISCOURS

CHANCELIER FÉDÉRAL HELMUT KOHL
AU 4ème CONGRÈS DU PARTI POPULAIRE EUROPÉEN A PARIS

Monsieur le Président, Mesdames,
Messieurs et surtout Chers Amis,

Après mon élection comme Chancelier de la République Fédérale d'Allemagne, j'ai reçu de vous tous, des milieux du Parti Populaire Européen, beaucoup de bons vœux. Je voudrais ici vous en remercier chaleureusement. Dans ces bons vœux a été aussi exprimé le souhait qu'un gouvernement fédéral conduit par la CDU/CSU en Allemagne, devait administrer un héritage particulier de l'idée européenne et que des espoirs particuliers montent vers un tel gouvernement. Peu après ma prise de fonction, j'ai dit dans une brève allocution devant le Bureau Politique du PPE à Bruxelles, au début octobre, que nous souhaitions contribuer dans la mesure de nos possibilités, à ouvrir de nouvelles voies pour l'Europe. Mais je voudrais ajouter — ce que j'y ai dit également — que la politique européenne ne peut être l'affaire des seuls gouvernements et des institutions européennes. L'Europe ne pourra être créée que si les citoyens de l'Europe le souhaitent et manifestent leur volonté aux partis politiques de l'Europe. C'est cela la mission importante de notre Parti Populaire Européen.

Pour moi et mes amis de la CDU, il n'y a jamais eu d'alternative à une politique d'unification de l'Europe. Nous avons appris la leçon de deux guerres effroyables au cours de ce siècle. Nous avons compris qu'il ne peut y avoir de retour à un Etat National du 19ème siècle et qu'il n'y a de chance pour la paix et la liberté du vieux continent que si nous nous unissons en Europe d'ici la fin du siècle qui est en même temps la fin du millénaire. Et non pas seulement dans une zone de libre échange ou quelque chose de similaire, mais pour l'évidente construction de l'Europe, l'unification politique de l'Europe. Bien entendu, je sais bien, Chers Amis, que nous sommes encore

très éloignés de cet objectif, et je sais naturellement qu'il reste encore des obstacles à franchir sur cette voie.

Mais nous ne devons pas être timorés. Si nous nous remémorons le chemin qui a été parcouru ces trente dernières années, si nous sommes conscients qu'aujourd'hui nous nous réunissons très naturellement lors d'un congrès de notre Parti, que les présidents régionaux de nos partis sont présents ici et s'adressent à notre congrès, et que les délégués de toutes les parties de l'Europe, l'Europe de la Communauté, sont venus ici, nous mesurons les progrès qui ont été réalisés. Que représentent 30 années, Chers Amis, mesurées à 300 ans d'Etat National dans l'histoire de l'Europe au cours desquels on a surtout poussé à la division des peuples d'Europe. Dans notre pays, c'est Konrad Adenauer qui a orienté la politique étrangère de la République Fédérale d'Allemagne vers l'objectif de l'Europe. Et c'étaient la CDU et la CSU qui ont tiré les conséquences de l'amère expérience de l'histoire allemande et qui ont associé le sort de la deuxième République Allemande à celui des démocraties occidentales pour le meilleur et pour le pire. Ceci a été fait dans la conviction que la paix et la liberté pour nous Allemands dans la partie libre de notre patrie, ne peuvent être garanties à long terme qu'associés à l'Europe et qu'il n'y aura pas de chance de retrouver l'unité de notre nation — et si ce n'est qu'après des générations — et comme l'a dit Frantz-Josef Strauss dans les années 50, que sous le toit élargi de l'Europe. C'était, cela est et cela demeure notre politique.

Malheureusement, Chers Amis, c'est le pessimisme qui règne en Europe et d'une façon générale, une des épreuves de notre temps et de notre vieux continent est le pessimisme culturel et politique. Il y en a beaucoup qui ne voient plus de chance pour l'unification européenne. Et cette idée semble avoir entraîné la résignation.

Cependant, Chers Amis, nous n'avons plus beaucoup de temps. Ne vous laissez pas abuser. Si nous n'arrivons pas à faire le pas décisif en avant pendant cette décennie, nous perdrons — c'est ma ferme conviction — la chance de l'histoire. Nous ne pouvons pas remettre à plus tard l'unification européenne pour tout recommencer lorsque la conjoncture sera meilleure. Lorsque les Pères de la nouvelle Europe, Robert Schuman, de Gasperi, Konrad Adenauer et d'autres ont posé cette première pierre, le temps n'était pas au beau fixe. Nous avons appris de l'histoire, et nous avons pour tâche, ainsi que les générations futures, de continuer sans relâche et avec courage et optimisme.

Notre congrès doit traiter du projet de résolution relatif notamment au grave problème du chômage. Cette résolution nous rappelle que cet hiver, plus de 12 millions d'hommes et de femmes à travers la Communauté sont sans travail, et que surtout le chômage des jeunes est un des fléaux de nos pays. Nous devons nous sentir accablés par le fait qu'à notre époque des jeunes se promènent avec l'étiquette «pas d'avenir». A ce sujet, nous devons nous interroger si vraiment tout a été fait pour donner à la génération suivante, la génération de nos enfants, le sentiment et l'assurance que cela vaut la peine de s'engager pour l'avenir. Je voudrais nous exhorter tous à nous préoccuper tout particulièrement de ce problème. Je ne crois pas beaucoup aux grands projets, au niveau de la Communauté, de lutte contre le chômage, je le dis très franchement. C'est d'abord à nous de faire notre devoir chez nous, et après seulement à la Communauté d'agir.

Mais si nous voulons mener une action spécifique au niveau de la Communauté, je voudrais proposer que nous nous occupions du chômage des jeunes. Etant donné que beaucoup de jeunes en Europe ne vivent l'Europe

que du point de vue technocratique, en chiffres, ou par des images peu sympathiques, il serait bon que nous associons l'idée de l'Europe avec une aide pour la jeune génération et que nous mettions de l'argent à la disposition de cette cause. Je considérerais cela comme une contribution importante. Les jeunes Chrétiens-Démocrates européens ont fait des propositions dans une résolution que nous devrions examiner soigneusement. Je voudrais le répéter encore une fois : remettre en marche l'économie, arrêter le chômage, c'est la tâche principale que nous devons accomplir d'abord chez nous et chacun chez soi. Mais, Mesdames et Messieurs, il serait déjà utile que cela se fasse dans une concertation raisonnable des pays européens et non pas les uns contre les autres. Et pour cela nous devons être d'accord sur les objectifs de politique sociale.

C'est avec grand plaisir que j'ai pris connaissance de la «Magna Charta» des petites et moyennes entreprises dans les Communautés Européennes, qui a été présentée par l'Union des Moyennes Entreprises. C'est une contribution importante à une association européenne et en même temps à une société dans l'esprit de la démocratie chrétienne. Cette «Magna Charta» contient des principes d'une politique susceptible d'amener une économie saine et de garantir un ordre social stable.

Chers Amis — il faut le dire clairement — nous ne pouvons obtenir un renversement de situation, c'est le terme à la mode, que si nous en parlons ouvertement avec nos concitoyens pour leur dire que cela exige une contribution et des sacrifices personnels. Nous devons cesser avec cette bêtise à la mode de ne parler que des droits des individus et non pas de leurs devoirs. Ceci est valable aussi pour nos relations avec la jeune génération. Dans la mesure du possible nous avons fait quelque chose dans ce domaine en République Fédérale d'Allemagne. Et dans quelques semaines, nous nous présenterons devant les électeurs avec un programme dans lequel nous ne faisons pas de promesses — comme cela a été le cas bien trop longtemps — mais où nous leur disons la vérité et où nous disons clairement quelle est la véritable situation et quels seront les sacrifices nécessaires. Je pense que c'est la voie qui nous est tracée à tous. Cela a été

pour moi une expérience significative au Conseil Européen, vendredi et samedi à Copenhague, de constater qu'entre temps la plupart des pays européens et, notamment ceux dirigés par des Chrétiens-Démocrates, sont d'accord sur les grandes lignes de leur politique, et que d'un commun accord, si je puis l'exprimer ainsi, nous allons d'abord faire notre devoir chez nous. C'est alors que nous aurons un succès commun.

Nous devons cependant, être conscients, Chers Amis, que ce que nous faisons doit trouver l'approbation des électeurs. Et il est important que les mesures économiques et financières ne soient pas conçues uniquement du point de vue national, mais comme une contribution à l'assainissement de l'économie européenne. La lutte contre le chômage ne peut entraîner qu'un résultat limité, si les mesures nationales ne sont pas concertées par-delà les frontières.

Et c'est de l'orientation économique que dépend en fin de compte le renforcement du système monétaire européen recherché par nous, qui joue un rôle important pour la sauvegarde du marché commun. Nous considérons avec une grande inquiétude les entraves apportées au bon fonctionnement du marché intérieur. Non seulement c'est dangereux du point de vue juridique, puisqu'il s'agit d'une des pièces maîtresses des traités de la CEE, mais — et c'est le plus important — cela témoigne d'une courte vue sur le plan de la politique économique. C'est ma ferme conviction que nous ne surmonterons pas la crise structurelle actuelle en tentant des mesures défensives protectionnistes par un repli à l'intérieur de frontières nationales. Nous ne pourrions dominer la crise que lorsque nous profiterons des chances du commerce mondial libéral. Mais lorsque l'on parle ainsi, on devrait être loyal et ne pas parler seulement de mesures protectionnistes chez le voisin. On aurait déjà beaucoup gagné si chacun essayait de détecter déjà chez lui ces mesures. Et je crains que si l'on y regarde bien, on ne constate que tous sont des pécheurs et qu'il n'y a plus guère qu'à distinguer entre péché capital et péché véniel.

Je propose que nous établissions ce bilan. Et ce bilan, Chers Amis, est également la mission d'un parti popu-

laire européen. Il est clair pour nous que le marché intérieur doit être renforcé. Nous désirons l'abolition des contrôles frontaliers pour l'échange de marchandises à l'intérieur de la Communauté. Nous souhaitons l'élimination de toutes les entraves au commerce, et nous souhaitons une ouverture plus large des marchés aussi dans le domaine des commandes publiques. ce n'est que lorsque nous renforçons le marché intérieur que nous accordons à nos pays un soutien décisif pour la concurrence sur le marché mondial plus vaste. Je suis certain que par le retour au protectionnisme nous ne pourrions que perdre à la longue. Mais, mes Amis, et cela aussi doit être dit clairement : c'est évidemment valable non seulement pour la zone des Communautés Européennes, mais également pour les Etats-Unis d'Amérique, pour le Japon et d'autres. Si nous voulons éliminer le protectionnisme il faut l'éliminer partout et poursuivre le même objectif partout. Et M. Lubbers a très justement rappelé ici notre responsabilité particulière envers les pays du Tiers-Monde. A une époque où l'on ne peut guère obtenir des contributions financières plus importantes, il est d'autant plus important de leur conserver le libre accès aux marchés.

Deux thèmes importants figureront prochainement à l'ordre du jour de la Communauté : le problème budgétaire et l'élargissement vers le Sud. Il n'y a pas lieu de présenter ici des solutions détaillées. Mais il devient de plus en plus clair que nous devons parvenir à une solution durable des problèmes budgétaires. Dans ce contexte, nous devons veiller à ce que le budget de la Communauté continue à être un instrument pour le financement de politiques concrètes nécessaires et ne devienne pas simplement un mécanisme pour le transfert de ressources financières. Nous de la CDU, mais également la CSU, avons toujours réfuté dans les campagnes électorales au Bundestag de 1976 et 1980, les paroles malheureuses de mon prédécesseur dans la fonction de Chancelier fédéral, «les Allemands ne sont pas les trésoriers de l'Europe».

Nous avons dit qu'un mark raisonnablement investi dans le développement de l'Europe est à valoir sur l'avenir libéral aussi des Allemands. Et cela demeure notre avis. Nous sommes convaincus que l'intérêt pour la

Communauté, même avec tous les problèmes que nous avons chez nous, et nous en avons en effet, ne peut être défini par des critères comptables. Mais il demeure important aussi de constater que la solidarité est nécessaire pour parvenir à la difficile convergence des intérêts qui est nécessaire dans tous les domaines de la politique communautaire et entre tous les membres. On ne peut pas demander cette solidarité et la manipuler d'une façon sélective, elle s'applique pour tous.

L'Europe ne peut durer si elle se décompose en régions centrales et régions limitrophes. C'est pourquoi nous avons toujours dit très clairement en politique allemande, et rien n'est changé depuis que nous sommes devenus le parti gouvernemental que nous souhaitons l'adhésion de l'Espagne et du Portugal. Nous avons donné notre parole à nos amis dans ces pays. Nous les avons encouragés à établir un lien entre l'organisation d'une démocratie libérale et l'ouverture vers l'Europe. On me dit qu'il y a eu hier une contribution sur ce sujet. Je vous prie de bien vouloir partir du principe que nous, les Allemands, nous tenons notre parole. Mais cela signifie évidemment aussi, Chers Amis, que les nouveaux venus dans la Communauté ne peuvent s'attendre à ne rencontrer que des portes ouvertes. Ils doivent entrer par ces portes avec un esprit d'ouverture et de participation. Et je souhaite que cela se fasse rapidement. Mais je suis absolument d'avis que les points litigieux doivent être clairement exprimés avant, et non pas après. Nous ne nous rendons pas de service mutuellement, si nous mettons de côté les difficultés existantes pour les résoudre par la suite.

Soyez assurés que sous la présidence allemande des Communautés à partir de Janvier 1983, on s'emploiera activement à accélérer cette adhésion. Mais cela suppose, évidemment, la bonne volonté de tous. Et ce n'est pas à partir de positions de prestige que nous construirons la voie vers l'Europe, mais seulement avec un esprit d'ouverture lors de nos entretiens. Je soutiens cette position avec d'autant plus de passion, parce que je voudrais dire également à cette occasion que nous courons actuellement le risque, et je l'observe tout au moins dans notre pays, de modifier à tel point l'idée européenne qu'elle ne corresponde plus à sa dimen-

sion historique. Nous souhaitons le succès de la Communauté. Nous souhaitons la croissance de la Communauté. C'est la raison pour laquelle je souhaite l'accession de la Péninsule Ibérique à la Communauté.

Cependant, Chers Amis, je voudrais vous mettre en garde en même temps contre l'idée chérie par beaucoup de gens que la Communauté coïnciderait avec l'Europe. Il y a des pays qui, en raison de leur neutralité traditionnelle, leurs obligations contractuelles — et je pense à la Suisse et à l'Autriche — ne peuvent adhérer à la Communauté. Et il y a des pays qui sont empêchés par le mur et les barbelés de parvenir à l'Europe. Et en tant que Président du Parti Chrétien-Démocrate de l'Allemagne, je ne puis évidemment pas me trouver devant vous sans exprimer clairement dans ce contexte que pour nous, l'Europe n'a évidemment pas sa frontière là où ma patrie est traversée par le mur et les barbelés. L'Allemagne du centre et l'Allemagne orientale, c'est l'Europe de la même façon que Varsovie ou Prague. Nous ne devons l'oublier à aucun moment.

C'est Walter Rathenau qui a dit que l'économie conditionnerait notre destin. Et, en effet, beaucoup de choses dépendent de l'efficacité de notre économie : la prospérité et par elle aussi une partie essentielle de l'organisation de la vie et du bonheur de nos concitoyens, la sécurité au plan social, la mobilité de notre politique étrangère, sans oublier notre capacité de défendre notre pays contre des menaces et des attaques de l'extérieur. C'est la raison pour laquelle la politique économique ne doit en aucun cas devenir le champ d'expérimentation d'utopistes et d'idéologues. Je voudrais insister sur le fait que si nous excluons la perspective politique, notre chance de développer l'Europe reste mince. La Communauté Européenne ne pourra survivre comme simple chambre de compensation pour des intérêts économiques nationaux aux années critiques qui se trouvent devant nous. Là où la volonté politique pour l'intégration manque ou n'arrive plus à s'imposer, la volonté politique qui se présente comme égoïsme national se fait jour. Ce serait la fin de la Communauté. C'est le sens de l'initiative germano-italienne, «l'acte européen» qui tend à souligner cette perspective politique de nos efforts pour l'Europe. Des parties essentielles de ce projet traitent

de l'amélioration des structures décisionnelles de la Communauté. Le Parti Populaire Européen a toujours porté son attention particulière sur ce sujet. Et je me félicite tout particulièrement de ce que notre groupe élabore son projet propre pour la création de l'Union politique. Dans ce contexte, je voudrais rappeler également le rapport de notre ami Tindemans de décembre 1975.

Nous allons continuer à marquer le pas dans la Communauté, si nous ne sommes pas assez capables ou courageux pour réformer la procédure de décision. Aussi longtemps qu'une institution comme le Conseil des ministres agit ou doit agir suivant le principe du consensus, elle ne peut conduire qu'à des décisions suivant le plus petit dénominateur — qui souvent n'est même pas un dénominateur — et il ne peut s'ensuire une politique effective. Mais il y a autre chose : l'évidence démocratique de la Communauté exige que le Parlement Européen soit investi d'un droit de co-décision plus important. Comme parlementaire de longue date, je comprends très bien le malaise des collègues du Parlement Européen qui devront se présenter, non pas seuls, mais avec nous, les partis nationaux, et aussi avec les chefs de partis nationaux, en 1984 c'est à dire en un an et demi devant les électeurs pour répondre à la question de ce qu'ils ont fait de concret pour l'Europe toutes ces années. Il est très important pour nous de faire tout notre possible dans les partis nationaux, pour que le travail du Parlement Européen soit reconnu à nouveau par l'opinion publique. Dans le projet de «l'Acte européen», on insiste pour la première fois aussi sur le rôle du Conseil européen. Je m'en félicite ; mais nous devons alors faire en sorte que le Conseil fonctionne effectivement comme organe de direction et qu'il donne les impulsions politiques.

La signification internationale de notre Communauté est tributaire de sa cohésion interne et de sa capacité de représenter à l'extérieur des intérêts communs, et l'on peut dire que cette capacité s'est accrue grâce à la puissante CPE. Cet instrument a fait ses preuves ; mais il serait illusoire de croire que nous avons déjà fait un grand bout de chemin dans le domaine d'une politique étrangère européenne. Ce n'est pas seulement un problème institutionnel. Une politique étrangère européenne présuppose

que nos peuples développent une conscience accrue pour les intérêts européens communs du monde. Et il nous incombe avant tout de participer à cette prise de conscience.

Notre volonté de faire des sacrifices pour notre propre sécurité, d'en partager le risque avec le voisin et de ne pas s'en décharger sur lui, sera soumise sans doute à rude épreuve durant les prochains mois et années. Dès à présent nous payons un prix élevé pour le fait que certains, aussi chez nous, ont nourri l'illusion que la détente, la simple détente serait un succédané pour une politique de sécurité active. Nous avons toujours mis en garde contre cette illusion et nous avons toujours rappelé dans l'esprit du rapport Harmel que l'équilibre est la condition d'une véritable politique de détente. Cela nous a valu bien des critiques et il fut même un temps où le rappel des réalités avait une odeur de guerre froide. Cependant, Mesdames et Messieurs, ce temps est révolu. Etant donnée l'invasion soviétique de l'Afghanistan, étant donnée la loi martiale en Pologne, étant donné le surarmement, je pense que nous avons tous compris combien de tels avertissements étaient justifiés. L'Union Soviétique a utilisé les années de détente pour un armement massif, surtout dans le domaine des fusées à moyenne portée. Le déploiement de ses fusées SS 20 a modifié l'équilibre. Elle est tentée maintenant de transposer sa puissance militaire en pression politique. Notre réponse à cela est la double décision de l'OTAN. Cette décision, comme l'a dit aussi notre ami Lubbers, est applicable dans ses deux parties. Il est important, et il est surtout important pour nous au Parti Populaire Européen, qu'il n'y ait pas d'ambiguïté sur ce point.

Je me félicite de ce que le projet de résolution devant le Congrès sur le thème «Paix et Sécurité» se réfère expressément à cette décision. La double décision de l'OTAN ne peut être un calendrier pour le désarmement, aussi bien du point de vue délai que de son contenu, que si l'Union Soviétique sait que nous sommes unis à l'Occident. Autrement dit : nous n'aurons pas de chance de réussir à Genève si nous donnons le moindre espoir à l'Union Soviétique qu'un de nous n'en appliquerait pas la deuxième partie du programme. Seulement si nous sommes prêts à accepter le stationnement des missiles de l'OTAN, l'Union Sovié-

tique sera disposée à négocier sérieusement. Nous avons fait le premier pas, que les adhérents du soi-disant mouvement de paix nous recommandent. Nous, à l'Occident, nous n'avons pas répondu au stationnement des fusées soviétiques par le déploiement d'armes équivalentes, mais par une offre de négociations. Cependant, celui qui met en doute notre décision d'appliquer tout le programme, minerait la position de négociation de l'Occident. Nous souhaitons tous le désarmement et le désarmement mondial et contrôlé. Nous désirons tous la paix. Mais pas n'importe quelle paix. C'est la paix dans la liberté que nous désirons, pour laquelle nous travaillons et pour laquelle nous agissons.

La crise que nous vivons est avant tout une crise économique. Mais je crois que c'est également et au plus profond une crise morale. La réponse au défi des années à venir ne peut pas consister à appliquer un pragmatisme superficiel. Aujourd'hui, comme aux jours d'après la deuxième guerre mondiale, la question se pose à nouveau pour nous les Chrétiens-Démocrates concernant les critères, les perspectives spirituelles, le sens et l'objectif de la politique, qui est aussi notre politique pour l'Europe. L'Europe de la bureaucratie, l'Europe de l'ordre commercial, l'Europe des statistiques, qui sont toutes nécessaires, ne motivera pas plus le citoyen, et surtout la jeune génération qu'une politique de sécurité qui repose seulement sur des moyens militaires. Les armes modernes sont nécessaires, mais plus nécessaire encore est la mentalité des soldats, l'engagement pour le système. Et ceci s'applique à tous les domaines de la politique. Si nous n'arrivons pas à convaincre les hommes et les femmes que tout ceci et tout ce qu'ils doivent faire a une dimension plus profonde, et qu'il s'agit des problèmes fondamentaux de leur existence, de libertés et de droits civiques, du maintien des institutions qui garantissent ces droits, notre politique n'aura pas de succès. C'est la raison pour laquelle nous ne voulons pas de bureaucratie «mammouth» supplémentaire. Ni centralisme, ni uniformisation ne doivent être le critère de la politique européenne. Notre idée de l'Europe est guidée par l'expérience historique qu'un ordre politique développe une dynamique et une vitalité aussi longtemps que l'unité résulte de la diversité et de la différenciation.

Le Parti Populaire Européen est le seul parti européen qui mérite ce nom et qui est vraiment porteur d'idées européennes. A l'approche de ce congrès nous avons réfléchi sur le resserrement de notre organisation. J'approuve expressément toute initiative dans cette direction. Il n'a pas de sens de croire qu'à l'époque de la démocratie de masse, nous puissions faire de la politique conformément aux principes d'un parti de notables du 19ème siècle. Si nous voulons réussir la campagne électorale européenne de 1984, nous devons être bien mieux armés que nous ne le sommes aujourd'hui. Je souhaite qu'à côté du travail du groupe, qui est important, le travail des organes du Parti Populaire Européen devienne plus vivant. Nous ne voulons pas que le parti soit une annexe du groupe, mais nous souhaitons qu'il apporte sa contribution avec toute la force de ses représentants nationaux, et ce serait également un enrichissement pour le travail de notre groupe. Il ne suffit pas de dire que nous venons de réélire Léon Tindemans comme Président, pour nous relâcher ensuite et penser que tout a été fait ou dit. Pour le dire clairement, et en ce qui me concerne, la direction du Parti Populaire Européen recevra toute aide possible et imaginable. Et cette aide, et j'espère que d'autres le diront aussi, implique que financièrement nous équipions mieux le PPE.

En conclusion, je voudrais adresser quelques paroles de remerciement à notre parti frère français qui a préparé et organisé ce congrès. L'Europe doit beaucoup à la France. Le fait que l'histoire de l'Europe malgré ses contradictions a toujours été l'histoire de la liberté, est aussi une oeuvre et une contribution de l'esprit français.

Puisque nous parlons de liberté, je voudrais ajouter quelques paroles sur la tragédie qui se déroule au centre de l'Europe. Nous ne pouvons pas nous séparer à la veille du 13 décembre, sans adresser quelques paroles à nos voisins de Pologne. Nous avons tous beaucoup de sympathie pour ce pays. Celui qui s'entretient avec le Pape qui est originaire de Pologne, se verra engagé dans une discussion avec lui, s'il lui arrive de transplanter la Pologne en Europe orientale. Pour le pape, et non seulement pour lui, la Pologne fait partie de l'Europe centrale, et l'on voit ici comment des conceptions géogra-

(Suite page 10)

(Suite de la page 9)

phiques commencent à se modifier sur le plan politique. Il ne doit pas arriver que nous qui sommes séparés par la ligne de démarcation, par le mur et le fil barbelé, nous nous disputions par pur opportunisme sur la question de savoir ce qui se passe en Pologne. Le régime militaire de ce pays a fait des promesses formelles, et ces promesses n'ont pas été tenues pour une large part. Il y a quelques mesures heureuses et positives, comme la libération de Lech Walesa. Mais il reste d'autres prisonniers politiques. Et nous trahirions l'esprit et l'idée du Parti Populaire Européen si nous n'exigions pas avec beaucoup de passion pour nos voisins polonais, ce qui doit tout naturellement être exigé dans l'esprit de l'Europe.

Pour les Chrétiens-Démocrates, la Pologne est un signal et la constatation que l'idée du marxisme et du communisme n'a pas de succès auprès de la jeune génération. Après plus de 40 ans, les ouvriers, les écoliers, les étudiants et les intellectuels de ce pays ont quitté le parti communiste. Celui-ci dispose, bien entendu, du pouvoir des baïonnettes mais, comme le disait Talleyrand, l'on ne peut s'asseoir sur les baïonnettes. Ils peuvent réprimer le pays. Mais ils n'ont pas l'approbation des hommes et des femmes, et encore moins de la jeune génération. C'est un signal qui doit encourager beaucoup parmi nous qui, dans la vie de tous les jours, sommes devenus trop habitués à la passivité et qui croyons que l'Europe et l'idée de la liberté n'auraient pas d'avenir. Il nous appartient de motiver nos concitoyens par notre exemple, par notre action et par notre optimisme vécu, et non pas par des affiches, et que nous leur disions : « nous avons une chance ! » Mais si nous avons une chance ce n'est que dans la conviction des principes chrétiens-démocrates et je le dis, bien que je sois un adepte du système pluraliste aussi en Europe. Ne parlons pas seulement dans des réunions de toutes sortes de choses. Apportons quelque chose de cette Europe qui vient du cœur, qui renforce la conviction et qui correspond à la grande tradition de l'histoire et de la culture de ce continent. C'est sur cela que nous serons jugés dans quelques décennies.

CRISE A L'O.L.P.

Si l'on veut équitablement évaluer le bilan de l'opération « Paix en Galilée », comment ne pas inscrire à la rubrique des profits, reprenant le titre d'un ouvrage ancien du Général de Gaulle la « discorde chez l'ennemi », c'est-à-dire la dissidence au sein du Fath, la rupture Syrie-O.L.P., consommée par l'expulsion de Damas de Yasser Arafat, le désarroi des Etats arabes ?

Je sais bien que nous sommes au Moyen-Orient où les réconciliations spectaculaires sont aussi soudaines que les ruptures fracassantes et qu'il est difficile, dans un article écrit aujourd'hui, de faire des pronostics qui risquent d'être démentis demain, quand il paraîtra. Au surplus, on peut être au moins sûr d'une chose : Israël jouera une fois encore son rôle de bouc émissaire. Les frères ennemis, les orthodoxes et les dissidents, les durs et les prétendus modérés, les pro-Syriens et les anti-Syriens, retrouveront une unité de façade, rhétorique et incantatoire, dans la condamnation renouvelée d'Israël.

C'est pourquoi il convient de prendre de la hauteur par rapport à l'événement et de dégager simplement les leçons permanentes qu'il comporte.

En premier lieu, il justifie Israël de refuser de négocier avec l'O.L.P. Car, en fin de compte, qu'est-ce que l'O.L.P. ? Un conglomerat précaire de groupes et groupuscules, rassemblés, mais négativement, dans la volonté d'éliminer l'Etat juif et incapables de présenter une vision politique commune. Le Fath, lui-même, la principale composante, est en train de se disloquer. A vrai dire, nous ne croyons guère à la fausse distinction entre les durs qui n'envisageraient qu'une solution militaire et les modérés qui seraient sensibles aux vertus du dialogue. L'existence des factions ne peut produire que la montée des surenchères. Tout négociateur verrait sa représentativité immédiatement contestée. Tout accord ne pourrait être que précaire et provisoire, toute concession de la part d'Israël qu'une étape sur la voie de la disparition.

L'événement vérifie ce que nous avons toujours dit : le soutien des Etats arabes à la cause palestinienne est émi-

nemment suspect. Ils ont toujours considéré les Palestiniens comme des pions, une masse de manoeuvre dans le jeu de leurs intérêts purement nationaux. C'est pourquoi, ils n'ont jamais recherché une solution humaine et juste au problème des réfugiés, préférant à un effort d'intégration et de réhabilitation, le développement, aux portes d'Israël, des camps misérables et désespérés. Chacun d'entre eux a suscité une milice à sa dévotion, la Syrie comme l'Irak, la Libye comme l'Egypte. Prompts à donner leur appui verbal, ils sont, en revanche, restés étrangement passifs, lors de l'action israélienne au Liban, à tel point qu'Arafat n'a pas eu de paroles assez dures pour condamner leur indifférence. En vérité, ils oscillent sans cesse entre un appui ostentatoire à la création d'un Etat palestinien arabe et la crainte, à peine dissimulée, qu'un tel Etat ne soit créé, menaçant la stabilité de leurs régimes et les ambitions de leurs politiques nationales.

Les événements actuels rendent plus évidente encore cette attitude. La Syrie poursuit des objectifs syriens. Elle entend utiliser les Palestiniens pour leur réalisation. Elle les appuie quand ils la servent; elle les divise et les combat quand ils la gênent. On l'a bien vu en 1976; on le voit encore aujourd'hui dans la Bekaa. Que la Syrie envisage la guerre contre Israël ou, au contraire, songe à un compromis, dans les deux cas, Arafat, parce qu'il poursuit des objectifs qui lui sont propres, ne lui permet pas d'avoir les mains libres.

On peut en conclure que si, comme de bons apôtres le lui suggèrent, Israël négociait avec l'O.L.P., il ne traiterait ni avec un interlocuteur consistant ni avec un interlocuteur essentiel.

Les faits démontrent enfin que, bien au-delà du problème local — comment assurer la coexistence entre les Israéliens et les Arabes palestiniens ? — ou du problème régional — comment assurer la coexistence entre Israël et les Etats arabes ses voisins ? — se profite un problème international majeur. L'Union Soviétique n'a pas renoncé à un retour en force au Moyen-Orient, en direction de la Médi-

ils étaient 269...

André MONTEIL
ancien ministre

Lucien DUFRENOY
ancien président de la Fédération
de la Seine du M.R.P.

terranée orientale et des zones pétrolières dont dépend largement l'approvisionnement énergétique du monde occidental.

Il est significatif que Yasser Arafat, dans ses difficultés actuelles, recherche avec obstination la caution et l'appui des dirigeants soviétiques. Or, le Kremlin est hésitant et garde deux fers au feu. Il ne se prononce pas nettement entre le chef politique de l'O.L.P. et son allié, le président syrien. Certes, un Etat palestinien, établi en Judée, Samarie et à Gaza, invivable sur le plan économique mais immanquablement promis à devenir une base avancée soviétique, aux portes d'Israël, au coeur du Moyen-Orient, a de quoi séduire les stratèges du Kremlin; en revanche, cette éventualité ne semble pas avoir les faveurs de la Syrie qui n'a pas renoncé à son rêve d'une Grande Syrie englobant le Liban et la Palestine, c'est-à-dire, pour l'essentiel, l'Etat d'Israël. La Syrie n'entend pas tirer les marrons du feu au profit de l'U.R.S.S. Comme elle est actuellement la seule zone consistante d'influence et de pénétration soviétiques, on comprend que l'U.R.S.S. ne tienne pas à la heurter; d'où sa politique hésitante dans le conflit Assad-Arafat.

Enfin, les événements actuels devraient faire réfléchir les pleutres et les pusillanimes des chancelleries occidentales. Ils démontrent que, par sa fermeté, sa rigueur, son combat, Israël rend un service immense au monde de la liberté. Alors que, bien souvent, il ne rencontre en Occident qu'incompréhension et ingratitude, c'est Israël qui se trouve aujourd'hui aux avant-postes de la défense commune contre la poussée totalitaire et hégémonique de l'Union Soviétique.

Par son action au Liban en 1982, Israël a repoussé les menaces que faisaient planer sur sa frontière nord l'Etat-O.L.P. installé au Liban, Etat dans l'Etat, pourvu d'un arsenal énorme que ne justifiaient pas les besoins de la guérilla. Il s'agissait plutôt de dépôts avancés, nécessaires à une entreprise de grande envergure dont l'O.L.P. n'aurait constitué que l'avant-garde.

L'intervention d'Israël, si injustement contestée dans certains cercles politiques

Au moment où ces lignes paraîtront, le temps aura déjà passé depuis l'évènement du 1er septembre : un Boeing 747 sud-coréen abattu avec ses 269 passagers par le missile d'un avion soviétique.

Bien sûr, il avait dérivé de sa route. Il avait effleuré le sanctuaire de la Mer d'Okhotsk (environ 4.000 kilomètres de périmètre).

Cette mer, dont le bouclage géographique avait été obtenu en 1945 par Staline au prix d'une dizaine de jours de combats avec le Japon, entre le 9 et 20

et travestie par les media, a donc eu des effets bénéfiques :

— délivrer les populations de Galilée de la menace permanente des actions terroristes de l'O.L.P.;

— permettre l'établissement à Beyrouth d'un gouvernement indépendant qui, même si sa souveraineté est géographiquement limitée, peut avoir l'ambition de l'étendre un jour sur l'ensemble du Liban, après le retrait de toutes les troupes étrangères;

— briser le ressort militaire de l'O.L.P. et faire apparaître clairement les faiblesses et les limites de cette organisation en tant que centre de décision politique autonome.

Ainsi, la rupture entre Arafat et les Syriens, la quête itinérante, à certains égards pathétique, du chef de l'O.L.P., de capitales arabes en capitales arabes, à la recherche d'appuis dérisoires et de secours qui ne viendront pas, démontrent que le gouvernement d'Israël a raison de s'en tenir à sa position initiale : dans le cadre des accords de Camp David et dans le prolongement du traité de paix israélo-égyptien, mener à bien la négociation d'un statut d'autonomie pour les Arabes palestiniens et, tout en gelant, pour une période déterminée, la question épineuse de la souveraineté, transférer progressivement aux habitants de Judée, Samarie et Gaza, grâce à des conseils élus, la maîtrise de leur vie administrative, économique et culturelle, qui fera d'eux des partenaires dans la coexistence pacifique plutôt que des adversaires dans un irrédentisme stérile.

août, en récupérant le sud de Sakhaline et des îles Kouriles.

C'est de cette mer d'Okhotsk, où sont concentrées d'immenses forces (aviation, flotte, sous-marins classiques et nucléaires fusées), que l'U.R.S.S. menace directement tous les autres pays du Pacifique Nord, Chine comprise (ceci expliquant peut-être l'abstention de ce dernier pays sur cette question au Conseil de Sécurité). Et ce, pendant que l'on amuse le tapis avec les Euromissiles.

Quand la question des Euromissiles est évoquée, il me vient toujours à l'esprit d'être passé sur la route du plateau d'Albion, au cours de vacances en Haute Provence. Il est seulement indiqué à cet endroit : «défense de stationner» et le soir, si vous passez à l'heure de la sortie, vous êtes pris dans un flot de voitures dont les propriétaires regagnent leur logis, la journée terminée.

C'est là que sont les fameuses fusées françaises que l'on comptabilise comme participant à l'équivalence des SS20 soviétiques européennes.

Quelquefois une 4L bleue de la Gendarmerie nationale peut être remarquée : c'est tout — quel contraste !

Quand on parle d'espionnage par un Boeing 747 à la silhouette caractéristique, on se moque du monde et si la chasse soviétique a accompagné l'avion pendant 3 heures, pourquoi le frapper une minute avant de sortir de l'espace aérien en question ?

Il s'agit bien de 269 vies humaines sacrifiées pour intimidation.

Souvenons nous en. C'est un Etat totalitaire qui a commis ce crime, un Etat où on ne fait pas trois sondages par semaine pour connaître les états d'âme de la population. Le peuple de cet Etat, si honnête soit-il, est baillonné depuis toujours, passant d'un tzar blanc à un tzar rouge et ne connaissant rien, que déformé, du reste du Monde.

Un conseil, mes amis, restons éveillés, même si les temps passent et que nos journaux s'apaisent.

DU TCHAD AU LIBAN

Jean LETOURNEAU

Les grandes proclamations sont une chose. Les aspects contraignants de la situation de la France dans le monde en sont une autre. Des affaires d'Afrique à celles du Proche-Orient, la politique française ne peut s'écarter longtemps ni bien loin des sillons tracés par une longue histoire. Que cette inéluctable obligation nous mette dans une situation confortable, les semaines que nous vivons suffisent à démontrer le contraire.

Au Tchad, nous avons connu et soutenu, successivement ou ensemble, quand ils s'accordaient, GOUKOUNI et HISSENE HABRE. Aujourd'hui la légitimité semble claire. En particulier, les nations africaines reconnaissent le pouvoir d'HISSENE HABRE. Ce sont les visées mal précisées du colonel KHADAFI qui ont remis en selle GOUKOUNI. Nous aurions pu penser après tout que cette querelle de chefs ne concernait pas la France. C'eût été oublier les ambitions du chef de la Lybie qui inquiètent nombre d'Etats africains et surtout le long passé de la France en Afrique comme la confiance que continuent à lui faire nombre de chefs des nouveaux Etats. Aussi pendant le temps où la France semblait demeurer lointaine et indécise — et le reproche que l'on peut faire est d'avoir trop attendu pour manifester et notre intérêt et notre présence — nous avons vu les plus fidèles amis de notre pays se tourner vers Washington pour y trouver éventuellement une amitié de remplacement ... Il était donc plus qu'urgent que nos amis africains se rendent compte qu'ils pouvaient continuer à compter sur le concours de l'ancienne puissance coloniale. Je pense donc que nous ne pouvons que nous réjouir de la décision du Président MITTERAND. Il nous sera cependant permis de nous étonner de la solitude et du secret dans lesquels fut prise une décision d'une telle gravité par le seul Chef de l'Etat, en dehors et du Gouvernement et du Parlement, «Le Monde» promu tout à coup Journal Officiel de la République ayant été choisi comme seul canal imagi-

nable pour avertir et responsables et opinion publique de l'importante résolution prise dont nul aujourd'hui ne peut prévoir le poids ni la durée des opérations qu'elle entraîne.

*
* *

Quant au Liban, une fois encore et depuis de si longues années déchiré, la position de la France y est encore plus délicate. Les liens qui nous attachent à la communauté libanaise sont d'ordre essentiellement sentimental. Ils n'en sont pas moins contraignants pour autant. Sans apparaître comme des colonialistes impénitents, sera-t-il permis de rappeler qu'au temps du «protectorat» français, si les rivalités entre communautés musulmanes diverses et communautés chrétiennes demeuraient, le pays avait connu une paix intérieure et une prospérité que les tragiques événements actuels peuvent faire regretter à plus d'un ?

Cependant, aujourd'hui, la France n'est présente qu'au sein d'un ensemble international, dont les Etats Unis, Israël, qui était intervenu pour protéger sa frontière Nord puis pour tenter de mettre un terme à l'envahissante présence palestinienne, se retire peu à peu vers des zones moins agitées et plus proches de ses frontières. Les Druses, menés par WALID JOUMBLATT, qui se proclame socialiste et était l'ami des dirigeants socialistes français, pourchassent les chrétiens. Les Druses sont soutenus par la Syrie qui occupe une bonne partie du nord du pays et ne cache pas son ambition de revenir aux temps où, avant la création de l'Etat Libanais, elle gouvernait tout le pays jusqu'à la Méditerranée. Il faut bien ajouter que la Syrie est, dans cette région, un pion dans le jeu soviétique.

C'est assez dire l'extrême difficulté du rôle joué par le Gouvernement de BEYROUTH dirigé par Amin GEMAYEL après l'assassinat de son frère Béchir. Pourquoi ne pas noter cependant, parmi

les fragiles motifs d'espérer, le bon comportement de la jeune armée libanaise, où se côtoient apparemment sans problèmes majeurs musulmans et chrétiens et qui fait face avec courage aux tâches difficiles de pacification.

*
* *

Mais, au Tchad comme au Liban, il semble totalement impossible de prévoir le déroulement, encore moins l'issue des opérations. A l'heure où j'écris, la diplomatie paraît essayer, dans l'affaire Tchadienne, de reprendre son rôle et les combats ont cessé. Il serait téméraire d'en conclure qu'une solution miracle sera rapidement trouvée. Il n'est donc que trop probable que les troupes françaises seront appelées à y demeurer longtemps encore.

Quant au malheureux Liban, tout pronostic serait encore plus hasardeux. Espérons seulement que, compte tenu des liens anciens qui nous unissent, la France, qui ne saurait les oublier, puisse contribuer par sa présence active à la mise sur pied d'un accord. Puisse un tel accord assurer à nouveau, dans une fraternité retrouvée, une heureuse et bénéfique cohabitation, loin de toute ingérence extérieure, aux communautés dont la diversité et l'entente firent la vitalité et le charme de ce Liban que nous avons connu.

*
* *

Tirons au moins une conclusion de ces deux affaires difficiles et dont l'une au moins est tragique. La France ne peut passer par profits et pertes le rôle qu'elle a joué dans le monde. Si elle veut conserver l'image qu'on a d'elle et demeurer au rang des grandes puissances, elle ne peut se refuser à ses obligations, même si le poids doit en être très lourd, surtout quand il s'agit du sort des peuples qui lui ont fait confiance.